Franc CFA. Une occasion historique pour en finir avec la “monnaie colonialiste” ?

jeudi 13 septembre 2018, par TOMONDJI Serge Mathias (Date de rédaction antérieure : 7 septembre 2017).

Le 6 septembre, le Sénégal a expulsé vers la France le polémiste Kémi Séba, considéré comme une “menace grave pour l’ordre public”. Le Français d’origine béninoise avait brûlé un billet de 5 000 francs CFA, relançant le débat sur la monnaie héritée de la colonisation.

Des partisans de Kémi Séba célébrant sa libération à Dakar le 29 août 2017. PHOTO / SEYLLOU / AFP

La prochaine réunion des ministres des Finances de la zone franc CFA, qui se tient chaque semestre alternativement en France et sur le sol africain [la dernière a eu lieu à Abidjan le 13 et 14 avril], promet d’être mouvementée. Du moins, l’onde de choc du renoncement de plus en plus persistant et de plus en plus percutant au franc CFA, qui tonne du tréfonds des populations, risque de secouer les débats de ce rendez-vous qui devrait se tenir à Paris en septembre ou octobre de cette année.

La sortie enflammée de l’activiste Kémi Séba, qui a brûlé un billet de 5 000 francs CFA [7,60 euros] lors d’un rassemblement dans la capitale sénégalaise, Dakar, le 19 août, n’arrête pas… d’enflammer la Toile ! Alors que l’intéressé [poursuivi pour “destruction de billet de banque”] a été arrêté et placé sous mandat de dépôt pendant cinq jours, puis relaxé le 29 août, la croisade contre le franc CFA ne fait qu’enfler. La polémique aussi.

Chacun y va ainsi de sa démonstration pour rejeter la monnaie qui régente la vie économique et monétaire de 14 pays de l’Afrique noire francophone [huit en Afrique de l’Ouest et six en Afrique centrale] depuis bientôt trois quarts de siècle. Ou du moins les liens congénitaux de cette monnaie avec le Trésor français. Mis en place depuis le 26 décembre 1945, la monnaie de la zone CFA [qui signifiait à l’origine le franc des colonies françaises d’Afrique, FCFA] devrait en effet souffler sa soixante-douzième bougie à la fin de cette année !

Une éternité pour beaucoup d’économistes, mais aussi pour nombre de leaders de la société civile qui réclament plus ouvertement, depuis quelques années maintenant, un bel enterrement pour cette monnaie qualifiée de “colonialiste”. Le débat, très technique, avec des arguments qui s’entrecroisent entre pourfendeurs et défenseurs de notre monnaie, mérite toutefois une approche pragmatique, proactive et circonspecte.

Des dirigeants africains timorés

Au point même que certains souhaitent que cette question soit tranchée par un référendum afin que la souveraineté de la décision reste aux peuples africains eux-mêmes.

En tout cas, si les politiques n'abordent cette question que du bout des lèvres, le chef de l'État tchadien, Idriss Déby Itno, lui, n'est pas passé par quatre chemins pour demander une rupture avec la France et son compte d'opérations qui tiennent, de l'avis général, les vrais cordons de notre bourse [les pays africains doivent déposer auprès du Trésor français la majorité de leurs réserves de change, en échange d'une garantie pour leur monnaie d'une parité fixe avec l'euro].

"Le moment est venu de couper ce cordon qui empêche l'Afrique de décoller. Il faut que cette monnaie africaine soit maintenant réellement la nôtre", avait martelé Idriss Déby en août 2015.

Deux ans plus tard, et même si des coalitions se forment au sein de la société civile africaine pour dénoncer l'outrage monétaire imposé à l'Afrique par la dépendance économique trop grande des 14 pays de la zone franc vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale, la voix des politiques est plutôt restée molle.

De quelque manière que l'on considère le geste de Kémi Séba et quelle que soit la manière dont on le traite, les autorités politiques et de gestion de cette monnaie ont désormais la lourde responsabilité de sortir de ce piège. Et de préférence par le haut, c'est-à-dire non par dépit ou esprit de revanche, mais en se reposant sur les nombreuses études déjà existantes pour mettre en œuvre prudemment et efficacement une nouvelle politique monétaire qui donne rapidement du sens à l'indépendance, à la compétitivité et à la souveraineté des États concernés.

Persistance du rapport de domination

Au-delà des récriminations soulevées par l'acte de Kémi Séba et la posture de tous ceux qui, dans le discours, tendent à faire croire que la "dépolitisation et la souveraineté" du franc CFA peuvent se régler au travers des slogans, il est utile de poser, avec responsabilité et minutie, les équations du problème.

Le temps est donc venu – et l'épisode Kémi Séba offre peut-être au continent un moment historique pour agir – de reconnaître, avec l'économiste et écrivain sénégalais Felwine Sarr, que "*les questions impérieuses de la souveraineté et de l'autonomie des États africains postcoloniaux, des rapports de domination qui persistent dans les relations entre les anciennes puissances coloniales et les pays africains, méritent d'être posées*". Avec pertinence, sérieux, circonspection…

Le bon moment ? De fait, le moment était là depuis longtemps mais faute de volonté politique, on n'a pas su le saisir. On peut ainsi se rappeler aujourd'hui la belle exhortation de Mamadou Diarra, alors directeur de l'Office des changes du Sénégal, lorsqu'il avait évoqué cette question en 1972 – quarante-cinq ans déjà ! – dans son ouvrage intitulé *Les États africains et la garantie monétaire de la France* [Nouvelles Éditions africaines].

Traçant les chemins des soubresauts actuels et les prédisant même, Mamadou Diarra avait en effet estimé que "*le moment est venu pour les États africains d'accorder une plus grande attention au problème monétaire, qui doit être reconsidéré pour être démythifié, et d'accepter d'assumer toutes les conséquences d'une politique monétaire autonome*".

L'éveil de la jeune génération ?

En nous rappelant ces propos de Mamadou Diarra, qu'il salue au passage, le journaliste béninois Noël Allagbada invite ainsi sur sa page Facebook les Africains à un devoir de mémoire et à un nouvel éveil des consciences pour qu'enfin le défi soit relevé au moment où nous sommes arrivés à "*cette*

heure de vérité".

"Lorsque les jeunes générations – qui, elles, n'auront pas connu le même complexe de colonisation que leurs aînés – seront aux affaires, loin de reculer comme ces derniers (sous prétexte de réalisme politique) devant les risques de l'indépendance monétaire, elles les revendiqueront car elles auront compris que c'est précisément dans l'effort à faire pour atteindre les équilibres généraux (en matière de politique de développement d'un pays) que réside l'essence même de l'indépendance", avait prévenu Mamadou Diarra. Nous y sommes, assurément !

Serge Mathias Tomondji

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International
https://www.courrierinternational.com/article/franc-cfa-une-occasion-historique-pour-en-finir-avec-la-monnaie-colonialiste